

Questions au Feuilleton

seignements suivants: En 1974—Nombre total d'appels de promotions, 4,072; Nombre d'appels accueillis, 1,307, (32.1 p. 100); Nombre d'appels rejetés, 2,141, (52.6 p. 100); Nombre d'appels retirés par l'appelant, 624, (15.3 p. 100). Répartition: Nombre total d'appels dans le cadre de concours, 2,936; Nombre d'appels accueillis, 854, (29.1 p. 100); Nombre d'appels rejetés, 1,638, (55.8 p. 100); Nombre d'appels retirés, 444, (15.1 p. 100); Nombre total d'appels de nominations sans concours, 457; Nombre d'appels accueillis, 272, (59.5 p. 100); Nombre d'appels rejetés, 136, (29.8 p. 100); Nombre d'appels retirés, 49, (10.7 p. 100); Nombre total d'appels de nominations résultant de l'examen d'un répertoire, 679; Nombre d'appels accueillis, 181, (26.7 p. 100); Nombre d'appels rejetés, 367, (54 p. 100); Nombre d'appels retirés, 131, (19.3 p. 100).

LA COUR FÉDÉRALE DU CANADA—LES CONCOURS DE LA FONCTION PUBLIQUE EN 1974

Question n° 2281—M. Lachance:

En 1974, des concours de la Fonction publique ont-ils fait l'objet d'un appel devant la Cour fédérale du Canada et, dans l'affirmative, a) combien, b) combien de ces appels ont été reçus?

L'hon. James Hugh Faulkner (secrétaire d'État): La Commission de la Fonction publique me transmet les renseignements suivants: En 1974, onze (11) appels ont été faits. Aucun ne fut reçu.

LA COUR SUPRÊME DU CANADA—LES CONCOURS DE LA FONCTION PUBLIQUE EN 1974

Question n° 2282—M. Lachance:

En 1974, des concours de la Fonction publique ont-ils fait l'objet d'un appel devant la Cour suprême du Canada pour une question de droit et, dans l'affirmative, a) combien, b) combien de ces appels ont été reçus?

L'hon. James Hugh Faulkner (secrétaire d'État): La Commission de la Fonction publique me transmet les renseignements suivants: En 1974—Aucun.

LA MISSION COMMERCIALE AU MAROC ET EN TUNISIE DU 14 AU 24 AVRIL 1975—LES DÉLÉGUÉS

Question n° 2302—M. Macquarrie:

1. Quel est le nom a) des fonctionnaires du gouvernement, b) des hommes d'affaires qui faisaient partie de la mission commerciale devant quitter le Canada, le 14 avril, pour le Maroc et la Tunisie?

2. Quel est le nom des sociétés ou organismes que représentaient ces hommes d'affaires?

M. Gaston Clermont (secrétaire parlementaire du ministre de l'Industrie et du Commerce): Les noms des fonctionnaires du gouvernement et des hommes d'affaires qui ont constitué la mission commerciale au Maroc et en Tunisie sont les suivants: Représentants du gouvernement—Ministère de l'Industrie et du Commerce: M. C. T. Charland, sous-ministre adjoint—Expansion des exportations, (chef de la mission); M. J. V. L. Lefebvre, Direction de l'agriculture, des pêcheries et des produits alimentaires; M. J. Lang, Bureau du Pacifique, de l'Afrique et de l'Asie, (secrétaire de la mission); M. A. N. Lever, (coordonnateur de la mission); Direction générale des programmes et ser-

[M. Faulkner.]

vices d'exportation; M^{me} A. Barrett, (Personnel de soutien); Société pour l'expansion des exportations: M. J. Daigneault, directeur régional au financement, Afrique et Moyen-Orient, Ottawa, Ontario. Représentants de l'Industrie: M. H. A. Fougère, Associé, Canadian Plant and Process Engineering Ltd., Port Hawkesbury, Nouvelle-Écosse; M. H. K. Matthews, vice-président et directeur général, Expansion des affaires, Loram International Limited, Calgary, Alberta; M. J. G. Larocque, coordonnateur, Marché international, Canadian Industries Ltd., Montréal (Québec); M. T. G. Tait, vice-président, Interimco Limited, Ottawa, Ontario; M. Jean A. Thierry, vice-président, Tec-sult International Limitée, Montréal (Québec); M. J. G. Blanchette, Stelco Technical Services Limitée, Hamilton, Ontario; M. Jacques Laflamme, vice-président, Ingénierie, Elinca Communications Limitée, Ottawa, Ontario; M. E. E. McCullough, directeur, ventes de matériel de défense, De Havilland Aircraft of Canada Ltd., Downsview, Ontario.

* * *

QUESTIONS TRANSFORMÉES EN ORDRES DE DÉPÔT DE DOCUMENTS

LE COÛT DE L'ÉCOLE DE LANGUES DE HULL (P.Q.)

Question n° 1746—M. Cossitt:

1. Quel a été le coût total, à tous égards, de l'école de langue du gouvernement à Hull (Québec) depuis le début jusqu'au dernier mois pour lesquels on dispose de statistiques et, plus précisément, a) les frais d'acquisition, b) les frais d'entretien, c) les salaires?

2. a) Combien d'élèves ont fréquenté cette école pendant cette période pour apprendre (i) l'anglais (ii) le français, b) quel est le coût moyen par élève?

3. a) Combien d'élèves ont terminé avec succès leurs études (i) de l'anglais (ii) du français, b) quel est le pourcentage d'échecs?

4. Quel est le budget de 1975-1976 pour cette école, y compris la construction, la rénovation, l'entretien et les salaires et quel est le nombre estimatif d'élèves qui fréquenteront l'école au cours de cette année?

(Le document est déposé.)

DÉFENSE NATIONALE—LES APPROVISIONNEMENTS

Question n° 2011—M. Reynolds:

1. Existe-t-il à l'extérieur du Canada des bureaux chargés de fournir des marchandises à l'usage exclusif du ministère de la Défense nationale?

2. Quelle est la nature de leurs rapports avec le ministère des Approvisionnements et Services?

3. Quelles sont leurs responsabilités?

4. Où se trouvent-ils?

(Le document est déposé.)

M. Paproski: Monsieur l'Orateur, je dois de nouveau signaler à la Chambre que mes questions sur l'ACDI qui sont inscrites au *Feuilleton* depuis février, devaient recevoir réponse au rythme d'une ou deux à la fois. Qu'est-ce que le gouvernement a à cacher? Il a sûrement un dossier complet là-dessus. J'aimerais savoir quels sont les critères qui sont appliqués à certaines de ces questions. Le gouvernement doit bien avoir une raison pour ne pas répondre à une ou deux questions chaque semaine.